



**Programme des
Nations Unies
pour l'environnement**



UNEP(OCA)/MED IG.11/Inf.3
14 novembre 1997

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Dixième réunion ordinaire des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la mer
Méditerranée contre la pollution et à ses Protocoles

Tunis, 18-21 novembre 1997

**INFORMATIONS SUR LES ACTIVITES POUR LESQUELLES
DES FONDS EXTERIEURS SONT DEMANDES**

INTRODUCTION

Pour la première fois dans le présentation du budget, une colonne supplémentaire est prévue indiquant les montants qui seront demandés ou qui sont été déjà assurés auprès de sources extérieures. Cette solution a été jugée nécessaire car le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) et la contribution volontaire de l'Union Européenne (UE) ne sont pas en mesure de couvrir tous les programmes proposés. Dans certains cas, les demandes n'ont été que partiellement satisfaites.

Ce document comprend des informations sur toutes les activités pour lesquelles un financement extérieur est demandé. Cependant, il ne comprend pas les activités pour lesquelles un financement extérieur a déjà été assuré. En outre, les activités présentées ne peuvent toutes être considérées comme des projets. Par exemple, dans certains cas, des fonds sont demandés pour couvrir l'organisation d'une réunion spécifique. L'ordre dans lequel sont présentées les activités est celui suivi dans le document du budget-programme.

I. COORDINATION

1. COORDINATION DU PROGRAMME

Activité:

Onzième réunion ordinaire des Parties contractantes chargée d'examiner et d'approuver le budget-programme 2000-1.

Bureau d'exécution: Unité MED

Contexte:

Conformément au Règlement intérieur des Parties contractantes, les réunions ordinaires se tiennent tous les deux ans afin de finaliser et d'approuver le budget-programme pour le prochain exercice biennal. Par conséquent, la Onzième réunion ordinaire aura lieu en 1999 et sera organisée par Malte. Etant donné que le pays hôte ne couvrira pas le coût total de la réunion, des fonds sont nécessaires pour couvrir les frais supplémentaires.

Montant requis:

80.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Quatrième et cinquième réunions de la Commission méditerranéenne du développement durable.

Bureau d'exécution: Unité MED

Contexte:

Conformément au mandat de la CMDD, tel qu'il a été approuvé par la réunion extraordinaire des Parties contractantes (Montpellier, 1996), la Commission tiendra des réunions ordinaires au moins une fois par an jusqu'en l'an 2000.

Vu que la deuxième réunion de la CMDD a eu lieu en mai 1997 à Palma de Majorque, la Commission a accepté les offres de Monaco et de l'Italie d'accueillir respectivement les quatrième et cinquième réunions en 1998 et 1999. Ces réunions ont pour objet d'examiner l'état d'avancement des travaux et d'adopter le programme futur de la Commission.

Si les pays hôtes ne couvrent pas le coût total des réunions, des fonds supplémentaires seront requis.

Montants requis:

100.000 \$ E.U. (en 1998 pour la quatrième réunion); 100.000 \$ E.U. (en 1999 pour la cinquième réunion)

.....

Activité:

Deuxième réunion des experts désignés par les gouvernements méditerranéens sur la responsabilité et la réparation des dommages.

Bureau d'exécution: Unité MED

Contexte:

En vertu de l'article 12 de la Convention de Barcelone, les Parties contractantes s'engagent à coopérer en vue de formuler et d'adopter la procédure appropriée pour déterminer la responsabilité et la réparation des dommages causés par la pollution du milieu marin et côtier résultant de violations des dispositions de la Convention et de ses Protocoles en vigueur.

La première réunion des experts juristes et techniques désignés par les gouvernements a eu lieu à Brijuni (Croatie) du 23 au 25 septembre. La réunion a notamment recommandé aux Parties contractantes de convoquer une deuxième réunion d'experts qui procéderait à une deuxième lecture du document du Secrétariat sur cette question.

Un montant limité à 20.000 \$ E.U. a été proposé par le Secrétariat dans le projet de budget 1998-1999 pour cette deuxième réunion. Par conséquent, des fonds supplémentaires sont nécessaires pour couvrir les frais de la réunion projetée.

Montant complémentaire requis:

60.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

2. INFORMATION ET PARTICIPATION

Activité:

Appui à la CMDD pour l'information et la participation.

Bureau d'exécution: Unité MED

Contexte:

Selon l'**Agenda 21**, en matière de développement durable, chacun est à la fois utilisateur et dispensateur d'informations relatives à ce sujet. Dans la région méditerranéenne, il faudrait améliorer l'information et accroître la sensibilisation de l'opinion aux questions relatives à l'environnement et au développement durable afin d'inciter le public à participer plus activement à la protection de l'environnement et des ressources naturelles de la Méditerranée. Par conséquent, le budget très restreint alloué à l'information dans le cadre du PAM devrait être élargi afin de faire face à ce défi.

Montants complémentaires requis:

20.000 \$ E.U. (en 1998); 20.000 \$ E.U. (en 1999).

.....

Activité:

Préparation, mise au point et traduction de brochures et rapports du PAM.

Bureau d'exécution: Unité MED

Contexte:

Les Parties contractantes ont, lors de leur dernière réunion à Montpellier, 1er-4 juillet 1996, exprimé leur détermination de soutenir les activités liées à la sensibilisation en matière d'environnement au sens large du terme. Elles ont approuvé la préparation de rapports, publications, brochures et de matériel d'information présentant les activités du PAM et leur diffusion aux décideurs, scientifiques, administrateurs, étudiants et au grand public.

En outre, les Parties contractantes sont convenues de fournir une assistance et un appui éducatif aux centres de recherche concernés dans la région en renforçant la bibliothèque de l'Unité MED et ses services.

Objectifs:

- préparer, mettre au point et traduire un rapport annuel PAM;
- préparer un rapport biennal sur l'état de l'environnement; et
- doter la bibliothèque de l'Unité MED de systèmes PC sophistiqués, de CD-ROM pour l'accès aux documents du PAM.

Montants complémentaires requis:

50.000 \$ E.U. (en 1998); 20.000 \$ E.U. (en 1999).

.....

II. PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Activité:

Plans d'action: Formulation de plans d'action pour la réduction de la pollution.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

En vertu des dispositions du Protocole "tellurique" de 1996, chaque Partie contractante est tenue d'élaborer des plans d'action nationaux visant à combattre la pollution d'origine tellurique. Les plans d'action devraient se fonder sur un plan stratégique régional cadre qui est actuellement en train d'être élaboré et adopté, ainsi que sur les problèmes et priorités nationaux. Il est prévu qu'entre 1998 et 1999, tous les pays auront établi leur plan national. La contribution du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) s'élève à 40.000 \$ E.U. pour 1998 et 40.000 \$ E.U. pour 1999. Il est prévu que le processus d'élaboration de plans d'action, qui sera initié en 1998, s'intensifiera en 1999.

Objectifs:

- Evaluer les questions prioritaires en matière d'environnement dans chaque pays au moyen de visites de consultants;
- Formuler des plans d'action nationaux en coopération avec les autorités nationales.

Montant complémentaire requis:

20.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Plans d'action: Recherches ciblées pour la lutte contre la pollution.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

Les priorités et calendriers pour la mise en oeuvre des plans d'action stipulés dans le Protocole "tellurique" seront établis en tenant compte de certaines caractéristiques des substances impliquées. Les secteurs prioritaires relatifs à la formulation des plans d'action, programmes et mesures pour l'élimination graduelle de la pollution devraient être appuyés par 'une recherche ciblée.

Objectifs:

Aider la recherche dans les domaines suivants:

- caractéristiques des substances énumérées à l'annexe du Protocole "tellurique";
- lutte contre l'eutrophisation;
- méthodes et techniques de prévention de la pollution.

Montant complémentaire requis:

50.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Application effective: Respect et application effective de la législation, y compris le renforcement des capacités pour les systèmes d'inspection.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

Conformément au Protocole modifié relatif à la prévention de la pollution résultant de sources et activités terrestres dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée, et conformément à la décision des Parties contractantes prise à la réunion extraordinaire de Montpellier en 1996, il est nécessaire d'améliorer le respect et l'application effective de la législation en matière de lutte contre la pollution issue de sources et activités terrestres.

Objectifs:

Organiser une réunion de consultation sur l'évaluation de la situation concernant le respect et l'application effective, ainsi que sur la mise en place d'un réseau régional en vue de:

- instaurer un réseau régional informel pour le respect et l'application effective de la législation en matière de lutte contre la pollution;
- évaluer les conditions au sein de chaque pays concernant (a) la définition du cadre législatif au sein duquel sont formulées les dispositions portant sur l'octroi des permis, le respect et l'application effective, (b) la définition de la structure administrative généralement utilisée pour la conformité et l'application effective, et (c) la définition des caractéristiques du processus d'octroi des permis, des pratiques et résultats de la conformité ainsi que des moyens et résultats de l'organisation de l'application effective.

Montant complémentaire requis:

50.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

Activité:

Application effective: Conception et mise en oeuvre de la surveillance continue de la conformité au niveau national, y compris l'assurance qualité des données.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

Il est prévu que lors de MED POL-Phase III, une attention considérable devrait être portée aux activités orientées vers l'action, alors que dans le passé l'accent était mis sur l'aspect scientifique des programmes de surveillance continue. Comme il a été également signalé dans d'autres projets, il y a un manque de lignes directrices pour les actions correctrices qui s'imposent lorsque une évaluation intégrée de l'état de la pollution, incluant l'élaboration des données de surveillance continue de la conformité, a été établie.

Objectifs:

Organiser une réunion d'experts sur la formulation de lignes directrices pour l'évaluation intégrée de l'état de la pollution et les actions correctrices requises, en vue de l'élaboration des lignes directrices sur l'évaluation intégrée de l'état de la pollution dans l'ensemble d'une zone côtière et l'intervention correctrice qui s'impose, à commencer par: (a) la planification régionale, (b) le reclassement des utilisations, (c) la révision de normes relatives aux effluents, (d) la révision des objectifs de qualité et (e) le système d'application effective à mettre en place.

Montant complémentaire requis:

30.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

Activité:

Application effective: Conception et mise en oeuvre de la surveillance continue de la conformité au niveau national, y compris l'assurance qualité des données.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

Grâce aux efforts continus déployés pour l'amélioration de la qualité des données, des progrès considérables et évidents ont été réalisés par les laboratoires grâce au MED POL. Cependant, les résultats des exercices récents d'intercomparaison effectués par le MEL/AIEA ont montré que l'exactitude et la précision des résultats analytiques sont encore dans plusieurs cas insuffisantes pour fournir la base solide requise pour l'évaluation de la pollution.

Objectifs:

Participation des laboratoires choisis aux exercices d'intercomparaison des analyses;
Utilisation renforcée du matériel de référence certifié, utilisation précise des méthodes de référence;
Formation individuelle et collective intensifiée.

Montant complémentaire requis:

40.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Application effective, mise en oeuvre et contrôle: Assistance directe accrue à certains pays (programmes de renforcement des capacités).

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

La réunion 1997 de coordonnateurs nationaux du MED POL a approuvé une nouvelle approche relative à l'assistance aux pays pour la mise en oeuvre du programme. Selon cette approche, un nombre limité de pays est choisi chaque année pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de renforcement des capacités et tous les pays seront pleinement couverts dans quatre/cinq ans. Les programmes de renforcement des capacités de MED POL-Phase III inclueront, sans s'y limiter, la formation de scientifiques et de techniciens pour la réalisation d'analyses de laboratoire et l'assurance qualité des données, et traiteront de tous les aspects, y compris la gestion, la mise en oeuvre et l'application du Protocole "tellurique". Il est donc évident que, même si les fonds du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF) (130.000 \$ E.U. en 1998 et 120.000 \$ E.U. en 1999) sont utilisés pour un nombre limité de pays choisis chaque année, des fonds supplémentaires seront requis afin de réaliser pleinement les programmes de renforcement des capacités.

Objectifs:

- Elaboration de programmes de renforcement des capacités pour tous les pays qui en ont besoin à l'aide de visites d'experts;
- Organisation de la formation et achat d'instruments et de matériel.

Montants complémentaires requis:

170.000 \$ E.U. (en 1998); 120.000 \$ E.U. (en 1999).

.....

Activité:

Mise en oeuvre et contrôle: Assistance à la mise en oeuvre de plans d'action adoptés.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

En plus du plan d'action stratégique régional visant à combattre la pollution d'origine tellurique, qui sera vraisemblablement adopté en 1997, à partir du début de 1998, chaque pays commencera à élaborer des plans d'action nationaux. Il est par conséquent prévu que certains plans d'action nationaux seront prêts pour être mis en oeuvre en 1999. Le Secrétariat fournira son assistance aux pays qui en auront besoin dans la réalisation des différents aspects (techniques, scientifiques, juridiques, de gestion) de leurs plans.

Objectifs:

- Identifier l'action nationale prioritaire;
- Aider chaque pays grâce à des experts, consultants et projets spécifiques dans la mise en oeuvre des plans d'action.

Montant complémentaire requis:

100.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Mise en oeuvre et contrôle: Renforcement des capacités (formation et bourses) et assurance qualité des données.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

Depuis le début du MED POL, les scientifiques participant au programme ont bénéficié de cours de formation individuels et collectifs pour améliorer leur capacité d'analyse des polluants dans le milieu marin en tant que partie du programme d'assurance qualité des données. Des scientifiques ont également bénéficié de subventions de voyage pour participer à des réunions, séminaires, ateliers relatifs au MED POL, y présenter leurs données et résultats et échanger des vues avec la communauté scientifique de la région. Depuis le commencement de la nouvelle phase du MED POL, la nécessité de données tout à fait fiables se fait plus pressante, étant donné le lien étroit avec la mise en oeuvre des dispositions du Protocole "tellurique". Il est par conséquent nécessaire de concentrer les efforts sur la mise en oeuvre d'un programme complet et, à cet effet, les montants de 60.000 \$ E.U. pour 1998 et de 60.000 \$ E.U. pour 1999 devraient être complétés par des sources complémentaires.

Objectifs:

- Organiser un programme complet d'assurance qualité des données (formation, visites, assistance dans l'utilisation des instruments);
- Octroyer aux scientifiques participant au programme des subventions de voyage pour participer à des réunions, séminaires et ateliers relatifs au MED POL.

Montant complémentaire requis:

40.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Mise en oeuvre et contrôle: Recherche ciblée sur l'évaluation de la pollution.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

La surveillance continue est le principal outil d'évaluation utilisé dans le programme MED POL. De nouvelles formes de surveillance continue sont initiées dans le cadre de MED POL-Phase III, telles que surveillance continue de la conformité, surveillance des tendances des contaminants chimiques dans le temps et surveillance des effets biologiques des polluants sur les organismes marins. Une recherche plus poussée sur certains aspects de ce travail est requise afin de permettre la comparabilité et l'évaluation judicieuse des données.

Objectifs:

Appuyer la recherche dans les domaines suivants:

- techniques de biosurveillance continue et espèces marines;
- utilité des sédiments pour la surveillance des tendances dans le temps.

Montant requis:

40.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Coordination: Réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL.

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

Les réunions des coordonnateurs nationaux du MED POL fournissent une orientation essentielle à la mise en oeuvre du Programme. Il sera nécessaire de tenir une telle réunion en 1999 pour examiner le processus de mise en oeuvre du Protocole "tellurique" en vue de l'adoption du Programme d'action stratégique régional, de la formulation des plans d'action nationaux, et pour approuver les activités du MED POL pour les deux prochaines années.

Objectifs:

- Examiner les activités du MED POL menées pendant l'exercice biennal, y compris la mise en oeuvre des Protocoles "immersions" et "tellurique";
- Identifier et approuver les activités pour le prochain exercice biennal, y compris un plan pour la mise en oeuvre du Protocole "tellurique".

Montant complémentaire requis:

40.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Coordination: Réunion des experts désignés par les gouvernements sur la mise en oeuvre du Protocole "tellurique".

Bureau d'exécution: MED POL

Contexte:

A la suite de l'adoption du Programme d'actions stratégiques régional et de la formulation des plans d'action nationaux, une réunion d'experts sera indispensable pour examiner l'état d'avancement de la mise en oeuvre du processus, pour identifier les problèmes éventuels et proposer les activités prioritaires pour les deux années suivantes.

Objectifs:

- Examiner l'état d'avancement de la mise en oeuvre du Protocole "tellurique";
- Proposer une action prioritaire pour l'exercice biennal 2000-2001.

Montant requis:

60.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

Activité:

Mise en oeuvre d'activités de surveillance appuyées par la télédétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures.

Bureau d'exécution: CAR/TDE

Contexte:

Bien que depuis 1983, le déversement d'hydrocarbures en Méditerranée soit illégal en raison de son impact considérable sur l'environnement et de ses effets néfastes sur les sites et activités de tourisme et de pêche, il est estimé qu'environ 330.000 tonnes d'hydrocarbures sont intentionnellement et illégalement déversées en Méditerranée chaque année, et quelques chiffres indiquent que même 1.000.000 de tonnes pourraient être déversées chaque année.

En raison de cette situation, le CAR/TDE projette de mettre en oeuvre une activité de surveillance continue, au moyen de techniques de télédétection, pour deux grands objectifs:

- a/ surveillance et prévention;
- b/ intervention en cas d'accidents.

Montants requis:

20.000 \$ E.U. (en 1998); 20.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Mise en oeuvre d'activités de surveillance des tendances sur la base de la télédétection.

Bureau d'exécution: CAR/TDE

Contexte:

Ainsi qu'il a été convenu à l'occasion de la réunion des coordonnateurs nationaux du MED POL (Delphes, 20-23 mai 1997), le programme de surveillance continue du MED POL bénéficiera grandement de l'appui apporté par les techniques de télédétection, en particulier pour l'analyse des tendances et le choix des stations de surveillance continue.

En effet, la connaissance de la dynamique écologique dans une zone côtière spécifique et de ses schémas saisonniers et annuels est indispensable pour le choix de l'emplacement des stations adéquates pour la détection des tendances des contaminants, et notamment pour évaluer l'étendue de la zone qui est (statistiquement parlant), ou n'est pas, sous l'influence d'un déversement donné.

Dans ce contexte, l'aide fournie par les informations dynamiques collectées par satellite serait très utile. En effet, les détecteurs de satellite pourraient fournir l'évolution spatio-temporelle de certains paramètres de la surface de la mer (tels que température, pigments chlorophylle-like, matières en suspension), qui sont directement influencés par les rejets fluviaux - ainsi que par le ruissellement côtier en général - la dynamique marine, les saisons, la productivité biologique etc.

L'intégration des informations fournies par satellite dans d'autres informations relatives à l'environnement pourrait contribuer davantage à la conception d'un programme efficace de surveillance des tendances, notamment en ce qui concerne le choix des stations de surveillance continue.

Montants requis:

35.000 \$ E.U. (en 1998); 35.000 \$ E.U. (en 1999).

.....

Activité:

Préparation et lutte contre la pollution marine par les navires.

Bureau d'exécution: REMPEC

Objectif:

Le projet vise principalement à développer la capacité des Etats côtiers de la Méditerranée à intervenir efficacement contre la pollution marine accidentelle et à appuyer leurs programmes de renforcement des capacités et institutions. Le projet comprend les trois composantes suivantes:

Composante A: "Mise en oeuvre d'un programme de formation régional complet" vise à la formation d'un nombre adéquat d'agents de la fonction publique ou de l'industrie désignés pour prendre part à des activités d'intervention en cas de pollution marine accidentelle, tant au niveau préparatoire qu'au niveau opérationnel dans leurs pays respectifs. Elle comprend la formation du personnel sur de trois niveaux d'intervention (soit décideurs, inspecteurs/responsables sur place et intervenants au premier niveau en cas de déversement accidentel), ainsi que la formation de formateurs (instructeurs) qui devront assurer la durabilité des programmes de formation futurs dans leurs pays respectifs. Elle couvre l'intervention en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures et par d'autres substances dangereuses. A part les cours théoriques, le programme inclut également des cours et des exercices pratiques.

Le programme a été conçu en tant que programme à moyen terme d'une durée de quatre (4) ans, couvrant un nombre total de 34 activités de formation Il est prévu qu'à la fin du programme, environ 750-800 personnes auront été formées dans différents domaines et pour différents niveaux de participation à des activités d'intervention en cas de pollution marine accidentelle.

Composante B: "L'établissement de cartes de sensibilité en matière d'environnement pour l'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures" en tant que partie du processus de planification de l'intervention d'urgence en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures dans les pays de la Méditerranée centrale et occidentale (Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Grèce, Italie, France et Espagne) à l'aide d'un groupe central international d'experts et une institution locale correspondante d'expertise dans chaque pays, vise à:

- a/ identifier les institutions locales adéquates dans chaque pays qui participeraient à la préparation de ces cartes et qui profiteraient de l'expertise du projet pour développer et mettre à jour des cartes de sensibilité en matière d'environnement;
- b/ identifier 2 (deux) sites par pays considérés comme sites à haut risque, qui bénéficieraient des cartes de sensibilité détaillées;
- c/ mettre en place un réseau d'institutions et d'experts au sein de la région pour permettre aux pays de procéder à leur propre préparation et mise à jour de cartes de sensibilité;
- d/ mettre en place le réseau SIG pour l'établissement des cartes de sensibilité;
- e/ former des personnes au fonctionnement du SIG et à l'utilisation des données numériques géoréférencées, qui seraient par la suite capables d'établir et de mettre à jour des cartes de sensibilité en matière d'environnement.

Montants requis:

425.000 \$ E.U. (en 1998); 403.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Composante C: "L'étude des capacités de sauvetage et de remorquage dans la région méditerranéenne" vise à promouvoir l'intégration des services de sauvetage et de remorquage d'urgence dans les systèmes de préparation et d'intervention régionaux. Elle a pour objectifs concrets:

- a/ d'évaluer et analyser les capacités disponibles de sauvetage et de remorquage d'urgence existant dans la région méditerranéenne et utilisées par les secteurs public et privé;
- b/ d'évaluer les besoins présents et futurs de ces types de service dans la région, sur la base de la densité actuelle et future du trafic maritime, des dossiers disponibles d'accidents maritimes, des caractéristiques météorologiques et géographiques spécifiques à la région, et des risques existants; et
- c/ de proposer les mesures qui s'imposent dans chaque circonstance afin que les services de sauvetage et de remorquage d'urgence soient immédiatement disponibles dans toutes les parties (ou seulement quelques parties spécifiques) de la Méditerranée, en tenant tout particulièrement compte des aspects financiers de l'utilisation de tels services.

Montant requis:

182.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

III. PROTECTION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Activité:

Planification et gestion: Réunion d'experts pour l'évaluation des trois plans d'action pour la conservation d'espèces adoptés dans le cadre du PAM.

Bureau d'exécution: CAR/ASP

Contexte:

Trois plans d'action (PA) pour la conservation d'espèces menacées (phoques moines, tortues marines et cétacés) ont été adoptés dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée. Ces PA prévoient qu'une évaluation périodique de leur mise en oeuvre sera menée particulièrement au niveau de la réunion d'experts. A la seule exception d'une réunion d'experts pour l'évaluation de la mise en oeuvre du PA pour le phoque moine, aucune autre réunion de ce type n'a été tenue depuis l'adoption de ces PA surtout en raison de la pénurie de fonds. La question a été portée à l'attention de la troisième réunion des points focaux nationaux pour les ASP, qui a recommandé l'organisation d'une réunion d'évaluation pour les trois Plans d'action.

Objectifs:

- évaluer le degré de mise en oeuvre des différentes dispositions/recommandations des PA;
- évaluer l'efficacité des PA dans le déclenchement des initiatives entreprises;
- examiner la possibilité de modifier les PA, à la lumière des nouvelles informations disponibles et de l'évolution dans l'état des espèces en question;
- faire des recommandations pour la mise en oeuvre ultérieure des PA.

Montant complémentaire requis:

10.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

Activité:

Echange d'expériences et renforcement des capacités nationales: Sessions de formation sur les aspects scientifiques et techniques de la conservation du patrimoine naturel commun.

Bureau d'exécution: CAR/ASP

Contexte:

Etant donné que la protection et la gestion du patrimoine naturel requièrent des compétences spécifiques, l'amélioration des capacités des pays méditerranéens dans ce domaine est l'un des objectifs principaux fixés pour le PAM-Phase II. L'organisation de programmes et de cours de formation contribuera à la réalisation de ces objectifs.

Objectifs:

- Organiser des programmes de formation sur la gestion des ASP et la conservation des espèces sur la base des recommandations de la deuxième réunion des points focaux nationaux pour les ASP;
- Encourager la participation de spécialistes des pays du sud de la Méditerranée à des cours de formation organisés par les ONG, les OIG et les organisations nationales.

Montant complémentaire requis:

10.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

Activité:

Information du public: Production d'une documentation spéciale de sensibilisation et d'information du public (exposition itinérante) sur l'intérêt et la conservation de la diversité biologique.

Bureau d'exécution: CAR/ASP

Contexte:

En vue d'améliorer l'efficacité de la mise en oeuvre des mesures de conservation, le PAM-Phase II recommande l'élaboration de programmes d'éducation et d'information afin d'intensifier la sensibilisation et la participation du public. Des groupes spécifiques (pêcheurs, personnes liées aux aires protégées, décideurs, etc.) devraient être visés.

Mandat:

L'action principale envisagée dans le cadre de cette activité est la préparation d'une documentation pour une exposition itinérante de sensibilisation et d'information sur la valeur des habitats et de peuplements, et les menaces qui pèsent sur eux.

Montant complémentaire requis:

10.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

IV. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT: GESTION DURABLE DES ZONES COTIERES

Activité:

Mise en oeuvre de PAC au Maroc, en Israël, à Malte, en Algérie, au Liban et en Slovénie.

Bureau d'exécution: Unité MED

Contexte:

Dans le cadre des PAC, six projets sont mis en oeuvre. Vu les ressources limitées allouées à cette activité dans le budget 1998-1999 (uniquement 85.000 \$ E.U. pour 1998 et 20.000 \$ E.U. pour 1999), des fonds extérieurs supplémentaires sont sollicités afin de permettre la poursuite normale de la mise en oeuvre des six projets.

Montants complémentaires requis:

100.000 \$ E.U. (en 1998); 100.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Exécution des PAC (consultants, consultations, réunions, formation, contrats de sous-traitance).

Bureau d'exécution: CAR/PAR

Contexte:

En 1998, les activités du CAR/PAP iront de la préparation à l'achèvement des activités dans plusieurs pays méditerranéens. Les activités de préparatoires comprennent les études de faisabilité en tant que base pour la formulation de l'accord entre le PAM et les pays hôtes. Les activités envisagées dans les différents pays sont les suivantes:

- Mise en oeuvre des activités en Israël;
- Début de mise en oeuvre des activités à Malte;
- Elaboration d'études de faisabilité pour le Liban, l'Algérie et le Maroc;
- Préparation de l'accord pour le Liban, l'Algérie et le Maroc.

En 1999, les activités des PAC envisagées sont les suivantes:

- Mise en oeuvre des activités à Malte;
- Début de mise en oeuvre au Liban, en Algérie et au Maroc;
- Elaboration d'une étude de faisabilité et de l'accord pour la Slovaquie.

Montants complémentaires requis:

100.000 \$ E.U. (en 1998); 100.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Planification des activités à mettre en oeuvre dans les PAC (études préliminaires, consultations, réunions).

Bureau d'exécution: CAR/TDE

Contexte:

L'activité porte sur l'analyse des besoins locaux des pays méditerranéens dans lesquels un PAC sera établi.

A l'aide de la consultation avec les experts locaux et des réunions, et sur la base de l'analyse précise du matériel, le CAR/TDE regroupera toutes les informations préliminaires requises pour appréhender l'approche à suivre pour son intervention dans le PAC.

En outre, l'activité comprend également l'évaluation de matériel déjà disponible, d'études spécialisées, de cartes topographiques et thématiques, d'images satellites, de photos aériennes, de données du terrain etc., afin de définir d'une manière plus précise les conditions, le moment et la tâche spécifique de l'intervention du CAR/TDE.

Montants requis:

20.000 \$ E.U. (en 1998); 25.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Exécutions des PAC (assistance technique aux équipes locales, consultations, réunions).

Bureau d'exécution: CAR/TDE

Contexte:

Cette activité découle directement de l'activité précédente. En effet, sur la base du travail effectué dans les activités de planification, le CAR/TDE interviendra dans le cadre des PAC en cours d'exécution, conscient d'avoir pour tâche principale d'encourager et d'améliorer l'utilisation judicieuse des outils satellitaires dans les pays méditerranéens intéressés au moyen d'activités d'assistance technique ciblées et du renforcement des capacités.

Montant requis:

30.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Gestion intégrée des zones côtières (GIZC): Elaboration des politiques et stratégies de planification et de gestion durable du littoral, y compris des cours de formation.

Bureau d'exécution: CAR/PAP

Contexte:

Les activités relatives à la GIZC porteront sur deux actions principales: a) Définition d'une stratégie et élaboration d'une méthodologie; et b) Assistance aux pays pour la mise en oeuvre des méthodes et outils de la GIZC, comme suit:

- a) Stratégie et méthodologie:
 - Eco-audit urbain et régional;
 - Agenda 21 local;
 - Evaluation stratégique en matière d'environnement;

- b) Assistance aux pays, y compris des activités préparatoires, définition du module, et réalisation des cours de formation (régionaux et nationaux) pour:
 - l'étude d'impact sur l'environnement (EIE);
 - l'évaluation de la capacité d'accueil pour le tourisme;
 - la gestion intégrée des zones côtières (GIZC);
 - le système d'informations géographiques.

L'assistance comprend également l'envoi de missions et d'équipes de travail spécialisées dans des certains pays dans le but de: résoudre des problèmes spécifiques à l'exécution des PAC; préparer les documents de planification et autres, les propositions de projets et investissements, etc.

Montants complémentaires requis:

66.000 \$ E.U. (en 1998); 173.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Activités systémiques et prospectives: Prospective globale en Méditerranée, mise au point d'outils prospectifs et préparation de fascicules.

Bureau d'exécution: CAR/PB

Contexte:

L'approche systémique et prospective, qui est avec la fonction observatoire la pierre angulaire des activités du Plan bleu, requiert une mise à jour et une revalorisation incessante, un travail préliminaire et préparatoire fondamental pour l'élaboration ultérieure de la série des fascicules. En outre, des activités importantes de recherche sont en cours dans le monde entier portant sur des outils plus efficaces; nous devons améliorer continuellement nos connaissances et compétences techniques afin d'être plus réalistes dans notre analyse et dans l'élaboration d'images/scénarios futurs. Le budget complémentaire requis est restreint mais important. Des outils spécifiques tels que l'analyse structurelle, les matrices et le "jeu d'acteurs", doivent être adaptés et appliqués au moyen d'exercices pratiques au niveaux nationaux et locaux des PAC. Mise à part l'activité concernant les "outils", l'approche de l'analyse et de la prospection doit être poursuivie pour des secteurs importants en Méditerranée, tels que le tourisme, l'agriculture, l'industrie, l'énergie, le transport, la population, l'eau, les forêts etc., parallèlement à la mise à jour de la banque de données et des indicateurs.

Montants complémentaires requis:

20.000 \$ E.U. (en 1998); 20.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

V. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT: GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Activité:

Gestion des ressources en eau: Développement du SAD pour la gestion des ressources en eau, y compris l'organisation de réunions d'experts.

Bureau d'exécution: CAR/PAP

Contexte:

Au cours des dernières années, le CAR/PAP a développé une large base de documents méthodologiques, visant à la gestion des ressources en eau, des modules de formation pertinents et des instruments requis pour la mise en place d'actions pratiques. Dans les deux prochaines années, le CAR/PAP projette de préparer des systèmes d'appui à la décision (SAD) pratiques pour la gestion intégrée des ressources en eau. Ces systèmes comprennent l'utilisation des techniques de gestion et modèles informatiques les plus modernes, particulièrement des modèles SIG, qui sont actuellement considérablement développés au sein du CAR/PAP. Une attention particulière sera accordée aux systèmes d'intégration dans les techniques de planification du littoral, l'évaluation en matière d'environnement, l'évaluation stratégique en matière d'environnement, l'établissement de banques de données, l'évaluation des risques, et autres composantes clés du SAD, relatives aux ressources en eau.

Ces activités devraient déboucher sur des SAD pratiques dans la gestion des ressources en eau, qui permettraient aux décideurs locaux et nationaux, ainsi qu'aux autres utilisateurs, une gestion plus simple, plus responsable et plus sûre de ces ressources, y compris la gestion de l'approvisionnement en eau, la gestion de la demande en eau, la gestion de la conservation de l'eau etc. Cette activité implique également l'organisation de réunions d'experts, au cours desquelles la méthodologie de base, le concept et les éléments de base du SAD seraient définis et des équipes d'experts travailleraient ensemble et harmoniseraient leurs résultats. En même temps, la préparation d'un module de formation pour l'éducation des experts à différents niveaux a été envisagée, allant de cours de formation plus longs destinés aux experts sectoriels à des formations plus courtes d'une journée destinées aux décideurs au plus haut niveau. L'exécution de projets pilotes a été également envisagée, dans lesquels les SAD préparés pour les problèmes courants de gestion des ressources en eau en Méditerranée seraient utilisés et testés. Enfin, le CAR/PAP fournira son assistance aux pays méditerranéens intéressés qui font face à des problèmes urgents relatifs à l'utilisation des ressources en eau, sous la forme de missions plus courtes ou en organisant un travail collectif d'experts sur la préparation et le développement des plans de gestion des ressources en eau, des bassins versants et des zones côtières.

Montants complémentaires requis:

167.000 \$ E.U. (en 1998); 166.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Mise en oeuvre d'une approche pluridisciplinaire pour l'évaluation des ressources en terre dans les zones arides (eau, sol, végétation) et de leur adéquation à une exploitation judicieuse.

Bureau d'exécution: CAR/TDE

Contexte:

Sur la base des activités réalisées avec succès par le CAR/TDE dans le cadre du PCA pour Fuka Matrouh, le Centre projette de présenter aux autres pays méditerranéens l'approche pluridisciplinaire suivie à cette occasion et de les aider à mettre en oeuvre cette approche ou toute autre approche similaire.

Le but principal d'une telle activité est d'accroître les bénéfices tirés de son application à d'autres zones arides ayant des problèmes similaires, afin de les aider à planifier judicieusement leur gestion.

L'activité est fondée sur l'utilisation intégrée des données recueillies par télédétection et des données conventionnelles (mesures sur le terrain, analyses de laboratoire etc.). Cette méthodologie s'est avérée - comme dans le cas de Fuka Matrouh - très utile en termes de temps et de coût-rendement, surtout dans des zones qui ne sont pas très affectées par des pressions anthropiques.

Cette activité permettra de réaliser un double objectif, à savoir, d'une part, encourager le renforcement des capacités des pays concernés au moyen de la participation directe de leurs chercheurs et experts dans la mise en oeuvre des activités et, d'autre part, fournir aux planificateurs et aux décideurs des pays intéressés un soutien utile pour leurs tâches de planification et de gestion.

Montant requis:

15.000 \$ E.U. (en 1998)

.....

Activité:

Participation à l'application d'un système d'information pour la gestion de l'eau par la mise en place d'un réseau de centres de télédétection afin de partager les données et les résultats d'activités déjà réalisées et/ou en cours concernant cette question.

Bureau d'exécution: CAR/TDE

Contexte:

La disponibilité des ressources en eau dépend d'un certain nombre de facteurs (environnementaux et anthropiques) et de leurs rapports mutuels.

Les conditions climatiques, les conditions du sol, la morphologie, l'utilisation du sol, le réseau hydrographique, le couvert végétal naturel ne sont que quelques-unes des caractéristiques du sol, dont il faut tenir compte, avec les pressions humaines, en raison de leurs effets directs ou indirects sur les ressources en eau. Par conséquent, la gestion durable des ressources en eau devrait se fonder sur des informations homogènes et fiables concernant ces caractéristiques du sol, ainsi que sur les principales préoccupations relatives à l'exploitation présente et future des ressources en eau du point de vue global et local.

A cet égard, des mesures judicieuses devraient être prises pour couvrir l'ensemble du cycle de l'eau par la surveillance continue des retenues et des recharges, pour étudier les indicateurs pertinents de l'eau, ainsi que pour définir le coût de l'eau et pour encourager l'information du public et éviter ainsi les pertes et la contamination.

Pour acquérir ce genre d'informations, il est possible de se fonder sur l'utilisation intégrée des techniques les plus sophistiquées capables de traiter tant les données conventionnelles que celles de l'observation de la terre, et de fournir une évaluation continuellement mise à jour de la disponibilité des ressources en eau, concernant leurs différentes composantes et utilisations.

Il est également très utile de pouvoir se fonder sur la mise en place d'un réseau approprié avec des contacts étroits entre des groupes d'acteurs pluridisciplinaires et un lien efficace entre les organisations qui oeuvrent dans le secteur de la gestion de l'eau et - particulièrement pour le CAR/TDE - les centres de télédétection.

Les informations obtenues par télédétection pourraient être utilisées avec profit, éventuellement en combinaison avec les informations conventionnelles, afin de fournir des informations géoréférencées, notamment sous la forme de différents types de cartes:

- modèles numériques de terrain,
- cartes du sol,
- cartes du couvert du sol,
- cartes météorologiques,
- cartes hydrographiques,
- cartes pluviométriques.

Leur combinaison permettrait, entre autres applications, l'évaluation spatiale de la vulnérabilité moyenne à l'érosion, qui est un élément important de la caractérisation du sol.

En outre, les informations obtenues par télédétection pourraient faciliter l'exécution d'analyses chronologiques diverses sur la forme du sol, le couvert du sol et l'utilisation des sols, ainsi que l'évaluation de la végétation naturelle et l'analyse des caractéristiques tectoniques.

Montants requis:

20.000 \$ E.U. (en 1998); 20.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Protection des sols: Réunion d'experts et assistance aux pays. "Projet coopératif méditerranéen sur l'établissement des cartes et la mesure des processus d'érosion dans les zones côtières méditerranéennes - Phase II".

Bureau d'exécution: CAR/PAP

Contexte:

La première phase du projet a été mise en oeuvre au cours de la période 1990-1994, avec quelques cartes supplémentaires établies en 1995-1996. L'Espagne est le pays hôte du projet et la DGCONA - Direction Générale pour la conservation de la nature du Ministère espagnol de l'environnement - l'institution hôte responsable. La FAO participe au projet en fournissant l'appui scientifique et spécialisé. Lors de la première phase du projet, des exercices de cartographie et de mesures ont été exécutés en Tunisie, en Turquie et en Espagne dans certaines zones affectées par l'érosion. La première phase a donné des résultats pratiques dans ces pays et une méthodologie commune de cartographie a été mise au point et testée dans différentes conditions. La méthodologie commune a été présentée dans les lignes directrices qui ont été examinées lors de nombreux ateliers auxquels ont participé des experts de toutes les Parties contractantes. La méthodologie élaborée a été adoptée et considérée d'un coût rentable, réalisable et applicable dans des conditions méditerranéennes, et recommandée pour mise en oeuvre dans tous les pays méditerranéens.

Pendant la deuxième phase du projet, qui sera préparée en 1997 et mise en oeuvre au cours de la période 1998-1999, des exercices de cartographie et de mesures des processus d'érosion dans plusieurs pays méditerranéens n'ayant pas participé à la première phase, seront envisagés. Les résultats escomptés seront utilisés pour la définition de mesures relatives à la conservation des zones menacées/réduction et protection des processus induits par l'érosion, qui seront élaborées dans le cadre des projets de gestion.

Les pays souhaitant participer à la deuxième phase sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine (pour la protection des sols contre l'érosion dans des zones affectées par la guerre), la Croatie, Israël, Malte, la Slovénie et la Turquie (pour une autre zone affectée par l'érosion). Il faut signaler que AGL/FAO a prévu sa participation à la deuxième phase du projet dans son programme ordinaire. Le cours de formation sur la cartographie des processus d'érosion sur la base des lignes directrices et des méthodologies consolidées (qui a eu lieu à Murcia, Espagne, du 26 au 29 septembre, 1997) a reconfirmé l'applicabilité du projet et l'intérêt porté par les pays, institutions et agences susmentionnés à sa mise en oeuvre.

Montants complémentaires requis:

120.000 \$ E.U. (en 1998); 120.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Aquaculture: Gestion intégrée écologiquement rationnelle de l'aquaculture.

Bureau d'exécution: CAR/PAP

Contexte:

La FAO a confié au CAR/PAP la coordination du réseau EAN (environnement et aquaculture), qui a été créé après l'interruption du Projet régional méditerranéen en matière d'aquaculture. Initialement, les activités de ce réseau étaient financées par le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF), mais ce financement n'a plus été possible lors des dernières années en raison des restrictions budgétaires. Cette activité devrait se poursuivre car elle définit le cadre de gestion de l'aquaculture, laquelle devient une activité côtière importante qui devrait être prise en compte dans la GIZC.

Dans le cadre du programme 1998-1999, une attention particulière sera accordée à la définition de l'utilisation du SIG dans le choix de sites pour l'aquaculture. A cette fin, des lignes directrices très utiles ont été élaborées en collaboration avec l'IFREMER (France); un nouveau système devrait inclure la technologie SIG, ainsi que la méthodologie de son utilisation dans la partie marine de la zone côtière. Des modules de formation et la méthodologie pour la mise en oeuvre d'opérations spécifiques liées au choix de sites d'aquaculture seront élaborés, des projets de démonstration seront exécutés et un appui sera fourni aux pays spécifiques.

Montants requis:

100.000 \$ E.U. (en 1998); 120.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

VI. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT: ACTIVITES SPECIFIQUES

Activité:

Etat de l'environnement et du développement durable en Méditerranée.

Bureau d'exécution: CAR/PB

Contexte:

Sur la demande des Parties contractantes, une étude préparatoire/étude de faisabilité pour l'élaboration d'un rapport sur l'état de l'environnement et la gestion durable en Méditerranée (qui sera distribuée à la réunion de Tunis) a été préparée, agencée autour de: motivations et approche rationnelles; raison d'être d'un tel rapport; synthèse des questions, enjeux et priorités majeurs; points sur lesquels un tel rapport sera axé et comment; partenaires coopérants et public concerné; par qui et à l'adresse de qui; type et périodicité; démarche monographique et/ou systématique; tableau des matières annotée.

Notre intention est de produire au nom du PAM/PNUE et en collaboration étroite avec les CAR et autres partenaires intéressés (CE, AEE, METAP, ONG, etc.), au moins un projet de rapport pour la prochaine réunion des Parties contractantes en 1999. Il est évident que le budget demandé est un minimum pour démarrer et que des fonds supplémentaires seront requis. Lorsque les commentaires des représentants des Parties contractantes auront été reçus et incorporés, l'étude de faisabilité précitée sera utilisée pour la collecte de fonds, qui, nous l'espérons, dépasseront le montant de 50.000 \$ E.U. par an, pour l'élaboration d'un tel rapport important incluant des consultations pour des études spécifiques, des analyses, la préparation et la mise au point de rapports, et les séances de travail nécessaires, mais n'incluant (pas encore) la traduction.

Montants requis:

50.000 \$ E.U. (en 1998); 50.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Appui aux groupes de travail de la CMDD: Ateliers et publications correspondantes (études, recommandations).

Bureau d'exécution: CAR/PB

Contexte:

Ainsi qu'il est clairement stipulé dans les documents de la CMDD relatifs aux groupes de travail sur des thèmes prioritaires, une série de séances de travail limitées et d'ateliers importants doit être organisée pendant l'exercice biennal.

En tant qu'appui direct à trois thèmes (indicateurs de développement durable, tourisme durable, et gestion du développement urbain/rural) et indirect à un thème (libre-échange et environnement), sans mentionner le suivi des thèmes précédents (demande en eau) et la coopération sur d'autres, le budget demandé qu'il convient d'examiner, en coopération avec l'Unité MED, le gestionnaire de tâches et le pays hôte de l'atelier, est estimé à 150.000 \$ E.U. environ par an, permettant l'organisation de deux ateliers et d'une série de séances de travail limitées. Il est évident que le nombre et l'importance des sessions de travail et de l'atelier seront fonction de l'appui financier qui sera obtenu. Il est important de rapporter ici le rôle fondamental et les résultats de ces ateliers, étant donné qu'ils s'adressent d'abord et surtout à des spécialistes de chaque thème, qui peuvent procéder à une analyse approfondie et en tirer des recommandations stratégiques pertinentes à l'adresse des décideurs "horizontaux".

Montants requis:

150.000 \$ E.U. (en 1998); 150.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Tourisme: Elaboration de stratégies de développement durable en rapport avec les priorités de la CMDD.

Bureau d'exécution: CAR/PAP

Contexte:

L'appui au groupe de travail de la CMDD, comportant l'intégration de l'environnement et du développement, sera centré sur le développement du tourisme durable. Les activités envisagées sont les suivantes:

- élaboration de stratégies de développement pour un tourisme durable;
- élaboration de l'évaluation de la capacité d'accueil (ECA) en tant qu'instrument de mise en oeuvre;
- réserves marines dans la mesure où elles suscitent un développement touristique;
- code de conduite pour le tourisme.

Montants complémentaires requis:

24.000 \$ E.U. (en 1998); 39.000 \$ E.U. (en 1999)

.....

Activité:

Gestion des déchets solides: Atelier sur le choix et le mode de financement de l'aménagement, de l'exploitation et de l'entretien d'unités de collecte et de traitement des déchets solides.

Bureau d'exécution: CAR/PAP

Contexte:

La protection de l'environnement doit être intégrée dans le cadre de la stratégie de développement de certaines zones spécifiques. Les déchets solides doivent être considérés non seulement comme une source de pollution, mais également comme une matière première de récupération possible.

Deux ateliers sont proposés, l'un pour 1998 et l'autre pour 1999.

Au cours de l'atelier sur la gestion des déchets solides en 1998, des représentants des pays méditerranéens échangeront leurs connaissances et leurs données d'expériences sur les moyens utilisés dans le passé pour résoudre le problème de la collecte, du traitement et de l'élimination finale des déchets solides. Les stratégies, les critères et les normes qui permettraient le choix du mode le plus pertinent de collecte, de traitement et d'élimination finale, tenant compte également du recyclage des déchets solides, seront examinés sur la base des principes suivants:

- prévention des déchets;
- recyclage et réutilisation des matières; et
- élimination sûre de tout déchet qui ne peut être recyclé ou réutilisé.

A l'atelier de 1999, les participants échangeront leurs enseignements quant au coût et aux modes de financement, à l'aménagement et à l'entretien des stations, aux objets à collecter, au traitement avec ou sans recyclage, et à l'élimination finale des déchets solides.

Les instruments économiques et fiscaux seront examinés en tenant compte du coût de l'élimination finale, qui dépend des normes utilisées, du choix du mode de traitement et d'élimination, ainsi que d'autres facteurs, tels que ceux relatifs aux prix fonciers et aux coûts sociaux.

Montants requis:

15.000 \$ E.U. (en 1998); 35.000 \$ E.U. (en 1999)

.....